



Politique alimentaire pour le **Canada**

Tout le monde à table



FONDS DES INFRASTRUCTURES ALIMENTAIRES LOCALES

VOLET 2 : Projets de renforcement des systèmes alimentaires locaux
CE QUE NOUS AVONS ENTENDU



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada

Canada

Reconnaissant le rôle essentiel que jouent les aliments dans le bien-être social, sanitaire, environnemental et économique des Canadiens, le gouvernement du Canada a publié sa Politique alimentaire pour le Canada en juin 2019. La Politique alimentaire est une feuille de route pour un système alimentaire plus sain et plus durable au Canada et établira le fondement d'une intégration et d'une coordination accrues des politiques et des programmes liés aux aliments. La Politique alimentaire aidera à guider les secteurs public, privé et sans but lucratif sur les décisions et les mesures liées à l'alimentation qui peuvent améliorer la vie des gens, leur santé, ainsi que la santé de l'environnement et de l'économie.

La Politique alimentaire pour le Canada comprend du financement pour soutenir des programmes et des initiatives dans quatre domaines d'action à court terme, à savoir : **aider les collectivités canadiennes** à se procurer des aliments sains; **faire des aliments canadiens** le premier choix au pays et à l'étranger; **soutenir la sécurité alimentaire** dans les collectivités autochtones et du Nord; et **réduire le gaspillage alimentaire**.

Pour favoriser un accès accru à des aliments sains, le gouvernement a lancé le **Fonds des infrastructures alimentaires locales**, dont le financement s'élève à **50 millions de dollars**. Par des investissements dans les infrastructures, ce programme non remboursable vise à soutenir les projets communautaires dans le secteur de l'alimentation, comme les banques alimentaires, les marchés publics et les jardins communautaires, afin de faciliter l'accès à des aliments sains et nutritifs pour les populations à risque.

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a consulté les intervenants en ligne **entre juin et septembre 2019** au sujet des paramètres du Fonds des infrastructures alimentaires locales. Les types d'activités et de projets d'infrastructure proposés qui seraient admissibles à un financement dans le cadre du programme constituaient un paramètre clé du programme. On a demandé aux intervenants de démontrer leur intérêt pour le programme en soumettant des idées de projets d'infrastructure liés à l'alimentation et les coûts potentiels de ces projets. Le présent document a pour objet de présenter les résultats de la consultation en ligne.



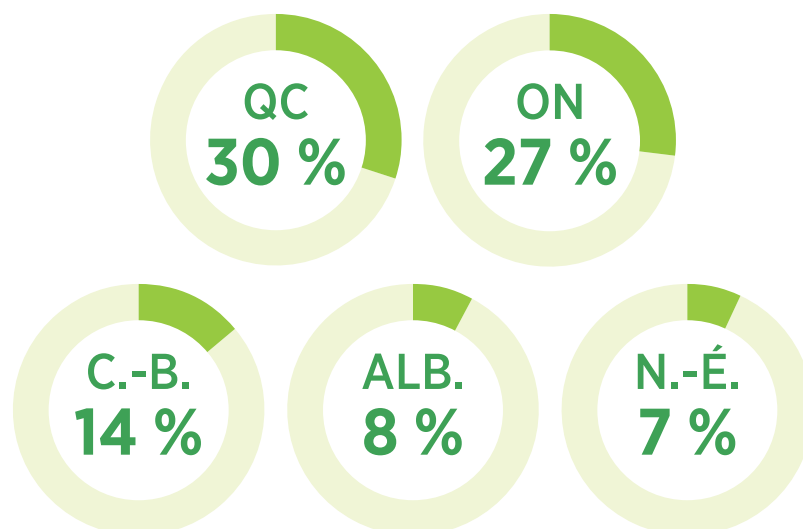
Participants

Deux cent quatre organisations représentant des **organismes sans but lucratif, des groupes autochtones, des administrations régionales et municipales, des organismes à but lucratif et des universités** ont participé à la consultation en ligne. Plus de **soixante pour cent** des participants **provenaient d'organismes sans but lucratif comme des banques alimentaires, des jardins communautaires et des centres communautaires**. Le mandat de presque tous les organismes participants comprenait l'accessibilité des aliments sains pour les Canadiens les plus à risque. Les services offerts par les organismes étaient destinés, entre autres, aux nouveaux arrivants au Canada, aux peuples autochtones, aux sans-abri, aux enfants et aux personnes handicapées.

Certains mandats organisationnels étaient très précis, comme la distribution d'aliments ou l'éducation alimentaire, tandis que d'autres étaient très vastes, comme la santé des collectivités. De plus, **la majorité des participants offraient des services spécifiques liés à l'alimentation, mais peu d'organisations se concentraient sur l'élaboration de politiques alimentaires au niveau communautaire ou national**.

Les services offerts par de nombreux organismes comportaient un important volet éducatif. Par exemple, en plus des éléments éducatifs liés à l'alimentation comme la préparation des aliments, la nutrition ou la production/transformation des aliments, les organisations offraient également des cours sur la pérennité environnementale, la santé générale ou la réintégration dans la population active.

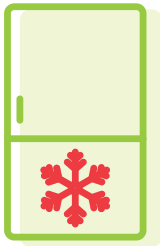
Les organismes de toutes les provinces ont participé, mais ceux du **Québec (30 %)** et de l'**Ontario (27 %)** ont dominé les consultations, suivis de la **Colombie-Britannique (14 %)**, de l'**Alberta (8 %)** et de la **Nouvelle-Écosse (7 %)**. La représentation des organismes était égale dans les villes et les collectivités éloignées. Il n'y a eu aucune participation d'organismes à l'intérieur des territoires.



Projets d'infrastructure qui intéressaient les intervenants

Six catégories de projets d'infrastructure liés à l'alimentation ont été proposées dans le cadre du Fonds des infrastructures alimentaires locales, dans lesquelles les activités seraient admissibles au financement : équipement lié à l'alimentation, véhicules et matériel de transport, systèmes technologiques, systèmes énergétiques, infrastructures hydrauliques, et immobilisations et équipement. Toutes les catégories de projets proposées suscitaient de l'intérêt, mais les catégories de l'équipement lié à l'alimentation et des immobilisations et équipement étaient celles qui présentaient le plus d'intérêt. Bon nombre des idées de projet comprenaient des éléments de plusieurs catégories. Voici un résumé des idées de projets soumises lors des consultations en ligne.

ÉQUIPEMENT LIÉ À L'ALIMENTATION :



Plus de **quatre-vingt pour cent** des organisations qui ont participé à la consultation en ligne **étaient intéressées à mener des projets dans cette catégorie**. La modernisation des cuisines pour améliorer la prestation des services à la clientèle a été l'idée de projet prédominante qui comprenait souvent le besoin de réfrigérateurs, de glacières, de congélateurs et d'entrepôts neufs ou supplémentaires. Certaines organisations étaient intéressées à élargir leurs activités actuelles de préparation des aliments pour y inclure la transformation des aliments afin de prolonger la durée de conservation des produits frais (p. ex., fabrication de conserves, de jus). Quelques organismes représentant des jardins communautaires ou des fermes étaient intéressés à acheter de l'équipement de récolte supplémentaire afin d'accroître la participation communautaire et les rendements.

VÉHICULES ET MATÉRIEL DE TRANSPORT :



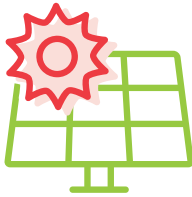
Cinquante pour cent des participants en ligne **étaient intéressés à mener des projets dans cette catégorie d'infrastructure**. L'achat de véhicules, comme des camions, des camions frigorifiques, des motoneiges, des bateaux et des VTT, pour livrer de la nourriture aux Canadiens à risque ou aller chercher de la nourriture chez les fournisseurs était le principal intérêt dans ce financement. Dans une moindre mesure, les organisations étaient intéressées à acheter des remorques ou à réaffecter des véhicules existants à de nouvelles utilisations.

SYSTÈMES TECHNOLOGIQUES :



Vingt-cinq pour cent des participants à la consultation en ligne **ont exprimé un intérêt dans la catégorie des systèmes technologiques**. L'idée de projet la plus populaire était le développement ou l'achat d'un logiciel qui aiderait aux services de distribution et au contrôle des stocks. Le financement pour moderniser ou créer de nouveaux sites Web pour divers organismes a également suscité de l'intérêt. Certaines idées de projets de systèmes technologiques étaient très spécifiques à l'organisation, allant de la capacité de suivre les contenants réutilisables, de planifier les heures d'abattage, de développer des systèmes de nutrition personnalisés pour les patients et de permettre la commande en ligne. Quelques participants à la consultation en ligne étaient également intéressés par la création de vidéos de formation pour le personnel afin d'assurer une prestation de services uniforme.

SYSTÈMES ÉNERGÉTIQUES :



Environ **cinquante pour cent** des organisations **ont exprimé leur intérêt à mener des projets dans la catégorie des systèmes énergétiques**. La construction de nouvelles serres ou l'agrandissement de serres existantes, tant en ville que dans les régions rurales, ont suscité le plus d'intérêt. Certains organismes, en particulier ceux des régions nordiques éloignées, ont exprimé un intérêt pour la culture hydroponique ou l'agriculture verticale. Parmi les autres besoins en infrastructure énergétique, mentionnons les génératrices, les panneaux solaires et la mise à niveau de l'alimentation électrique.

INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES :



Trente-deux pour cent des participants à la consultation en ligne **se sont dits intéressés par la catégorie des infrastructures hydrauliques**. Les idées de projet se limitaient aux opérations de culture de plantes et portaient sur les systèmes de réutilisation de l'eau, de collecte des eaux de pluie et d'irrigation.



Plus de **quatre-vingt pour cent** des organisations **ont soumis une grande variété d'idées de projets dans la catégorie des immobilisations et équipement**. L'expansion ou la modification des cuisines commerciales existantes ou l'achat ou la construction de nouvelles installations ont suscité le plus d'intérêt. La deuxième idée de projet d'immobilisations et d'équipement la plus populaire était la création, l'agrandissement ou l'amélioration de jardins communautaires. Des centres alimentaires ou communautaires ont également été proposés pour permettre au grand public et aux étudiants d'en apprendre davantage sur la production alimentaire et d'acheter des aliments d'origine locale. Les autres projets d'intérêt comprenaient la construction ou l'expansion de marchés publics, la création de fermes éducatives et l'établissement de jardins sur les toits.

Coûts estimés des projets

La majorité des participants à la consultation en ligne ont été en mesure de fournir une estimation du coût de leurs projets. Le coût des projets allait de **25 000 \$ à plus de 250 000 \$**. Plus d'un tiers des organismes voulaient entreprendre des projets d'infrastructure à grande échelle. Bon nombre des organismes dont les coûts estimés des projets étaient inférieurs à **25 000 \$** devaient lancer la première phase d'un projet d'infrastructure pluriannuel de plus grande envergure.

Gamme des coûts estimés des projets	Pourcentage des projets dans gamme
<25 000 \$	13,24 %
25 000 \$ à 50 000 \$	8,33 %
50 000 \$ à 125 000 \$	18,14 %
125 000 \$ à 250 000 \$	23,04 %
>250 000 \$	37,25 %

Commentaires additionnels

Les participants à la consultation en ligne ont eu l'occasion de fournir des commentaires ou des rétroactions supplémentaires sur le Fonds des infrastructures alimentaires locales. **La plupart des organismes étaient d'avis que le Fonds des infrastructures alimentaires locales était un moyen opportun et utile d'assurer la sécurité alimentaire et d'aider les populations canadiennes à risque.** Toutefois, le commentaire le plus souvent formulé par les organisations était que le programme devrait permettre le financement des salaires et de la formation du personnel ainsi que le financement d'autres coûts opérationnels existants, afin que les projets réussissent à long terme.

Voici d'autres commentaires formulés par les participants aux consultations en ligne :

- élargir la liste des demandeurs admissibles (p. ex. inclure les écoles);
- problèmes d'accessibilité au programme en ligne dans les régions éloignées;
- besoin de soutien concernant le processus de demande lié au programme;
- problèmes liés aux critères d'admissibilité au programme (p. ex. difficile pour certains d'offrir les fonds de contrepartie à cinquante pour cent et besoin de financement de programme pluriannuel);
- d'autres activités devraient être admissibles à du financement, comme les études de faisabilité, les études axées sur les politiques, les cours de cuisine, les ateliers de promotion de la santé, la publicité pour promouvoir les programmes alimentaires et la formation;
- on devrait permettre aux demandeurs de travailler en collaboration avec d'autres organisations ou d'embaucher des experts-conseils d'autres pays;
- il faut classer les demandes par ordre de priorité (p. ex. financer d'abord les collectivités défavorisées).

Prochaines étapes

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire est reconnaissant de la vaste participation à la consultation en ligne sur le Fonds des infrastructures alimentaires locales. Les idées de projet ainsi que les commentaires supplémentaires fournis par les organismes qui s'efforcent d'assurer l'accessibilité à des aliments sains aux Canadiens à risque aideront le Ministère à finaliser les paramètres du programme et les critères d'admissibilité pour la prochaine phase du programme.